



ONUSIDA
PROGRAMME COMMUN DES NATIONS UNIES SUR LE VIH/SIDA

HCR
UNICEF
PAM
PNUD
UNFPA
UNODC
OIT
UNESCO
OMS
BANQUE MONDIALE

UNAIDS/PCB(25)/09.25
4 novembre 2009

**25^{ème} réunion du Conseil de Coordination du Programme
de l'ONUSIDA
Genève, Suisse
8-10 décembre 2009**

Examen de l'Equipe mondiale d'appui à la mise en œuvre (GIST)

Documents complémentaires sur ce point : *aucun*

Action requise pour cette réunion : *aucune*

Incidences des décisions en termes de coût : *aucune*

INTRODUCTION

1. Lors de sa 21^{ème} réunion en décembre 2007, le Conseil de Coordination du Programme a pris la décision suivante :

« 7.2 – Demande qu'une analyse de la GIST soit présentée à la 23^{ème} réunion du CCP, y compris une évaluation de son efficacité et de la valeur ajoutée »

2. Le but de ce document est de fournir les informations demandées comme prévu dans le point de décision. En outre, il vise à éclairer les discussions du Conseil de Coordination du Programme autour du chapitre de la Deuxième évaluation indépendante portant sur « *L'appui technique* ».

GENERALITES

3. Lors de sa 21^{ème} réunion tenue en décembre 2007, le Conseil de Coordination du Programme a examiné un rapport de situation sur l'Equipe mondiale d'appui à la mise en œuvre. Le rapport se référait à un Examen indépendant de l'Equipe mondiale d'appui à la mise en œuvre, qui recommandait que le mandat de l'Equipe soit révisé. L'Examen indépendant a recommandé que

« Le mandat ne soit pas considéré de manière autonome, mais soit encore perfectionné et éclairé par un cadre et un plan de travail logiques à élaborer à l'issue de la 23^{ème} réunion de la GIST. »

4. A la suite de sa 21^{ème} réunion, le bureau du CCP a approuvé le mandat révisé au début de 2008. Sur la base de cette approbation, l'Equipe mondiale d'appui à la mise en œuvre a élaboré un plan de travail pour ses activités de 2008.

PLAN DE TRAVAIL ET EXAMEN

5. Dans le cadre de son plan de travail 2008, l'Equipe mondiale d'appui à la mise en œuvre a entrepris un Examen de son plan de travail annuel en fin d'année (voir Annexe 1). L'Examen a passé en revue la mesure dans laquelle la GIST a répondu à son mandat, tel qu'il est précisé dans ses trois objectifs généraux.
6. **Objectif Un : *appui technique renforcé*** : Etablir un forum pour le partage d'information en temps réel sur les principaux prestataires d'assistance technique ; définir les lacunes en matière de fourniture d'assistance technique ; répondre collectivement aux besoins en assistance technique ; et préconiser la cohérence des approches et des outils.
7. **Principales réalisations** : La base de données CoATS (Coordinating AIDS Technical Support – Coordination de l'appui technique en matière de sida) a été lancée le 3 octobre 2008 (<http://coats.unaids.org>). CoATS est un outil pratique permettant aux pays d'effectuer le suivi de l'appui technique. Il facilite une meilleure responsabilisation et une meilleure appropriation de l'appui technique par les pays en fournissant un tableau clair des activités. La base de données indique qui

demande l'appui, qui le paie, qui le fournit et quel est le consultant qui en est chargé et quand, et où sont les lacunes en matière d'appui technique, etc. Sept pays utilisent maintenant la base de données CoATS dans le cadre de leur gestion de l'appui technique au sens large. Cinq autres pays ont manifesté leur intérêt à participer à la deuxième vague du lancement dans les mois à venir.

8. **Objectif Deux** : Assurer la fourniture d'une analyse périodique d'experts en matière de prestation et de coordination de l'appui technique aux pays pour l'élaboration de propositions au Fonds mondial et la mise en œuvre des programmes.
9. **Principales réalisations** : Pour mieux comprendre les réalités des besoins en appui technique, des obstacles et de la coordination dans le domaine de l'appui technique au niveau des pays, la GIST a commandé deux études durant l'année :
 - La première étude consistait en un examen global des études en cours et récemment achevées sur l'appui technique à la mise en œuvre des programmes de lutte contre le sida. Le rapport, intitulé *A rapid review of the available literature of studies of technical support for AIDS programs*, inclut plus de 40 examens et évaluations liés à l'appui technique et aux fournisseurs d'appui technique.
 - La deuxième étude, *Study on technical assistance and technical support to Global Fund grant implementation at country level*, passait en revue les questions clés autour de l'appui technique aux partenaires dans les pays sur des questions allant de la rédaction de propositions au Fonds mondial à la mise en œuvre des subventions du Fonds mondial. L'étude tirait des enseignements généraux d'une série d'études de cas effectuées dans neuf pays.
 - En dehors de ces études, la GIST s'est axée sur les lacunes en matière d'appui technique pour la société civile et a réuni des représentants clés de la société civile pour qu'ils fassent état des difficultés rencontrées sur le terrain et proposent des manières d'aller de l'avant.
 - Ces études ont permis de mieux comprendre les questions liées à l'appui technique du point de vue des pays et les conclusions et recommandations de ces études ont contribué à la stratégie de l'ONUSIDA en matière d'appui technique.
10. **Objectif Trois** : Servir d'interface pour attirer l'attention des groupes d'intérêt sur l'information concernant les goulets d'étranglement systémiques au niveau de la mise en œuvre dans les pays et les questions d'assistance technique.
11. **Principales réalisations** : La GIST a représenté un forum consciencieux et pratique pour l'échange d'information parmi ses membres. Cela était dû en partie à l'officialisation de ce qui était déjà un réseau informel pour l'échange d'information sur les pays ; la base de données CoATS nouvellement créée contribue en partie à cet échange de données et aborde les lacunes en matière d'information, élabore des missions conjointes et des plans pour lutter contre les goulets d'étranglement dans la mise en œuvre au niveau des pays.
12. Les conclusions de l'examen figurent ci-dessous :
 - Les produits concrets correspondent raisonnablement aux objectifs pour 2008.

- L'Equipe mondiale d'appui à la mise en œuvre rassemble des organismes des Nations Unies, les principaux donateurs, le Fonds mondial et la société civile afin de discuter et de chercher des solutions aux problèmes et obstacles systémiques rencontrés en matière de fourniture efficace et efficiente d'assistance technique aux pays pour leur riposte à l'épidémie de sida.

13. L'Equipe mondiale d'appui à la mise en œuvre a bien joué son rôle, tel qu'il est précisé par l'Examen indépendant de 2007 :

« Son rôle est de superviser (plutôt que de le faire elle-même) le renforcement de la coordination de l'appui technique au niveau mondial, et de l'information le concernant dans les meilleurs délais. Cela soutiendra les pays en élargissant leur accès à un plus grand éventail de fournisseurs d'appui technique, et réduira les doubles emplois dans le domaine de l'appui technique et augmentera la pertinence, l'à-propos et la qualité de l'appui technique fourni aux pays. »

14. Dans son rôle de supervision, l'Equipe mondiale d'appui à la mise en œuvre a soulevé et abordé de nombreuses questions portant sur la coordination et l'alignement de l'appui technique aux niveaux mondial, régional et national. La GIST a participé activement et contribué aux consultations et à l'élaboration de la Stratégie d'appui technique de l'ONUSIDA.

ANNEXE 1

**Equipe mondiale d'appui à la
mise en œuvre
Examen du plan de travail annuel
à la fin 2008**

février 2009

Introduction :

Créée en vertu de la recommandation de la Cellule mondiale de réflexion¹ abordant les obstacles émergents qui affectent la mise en œuvre des subventions du Fonds mondial au niveau des pays, l'Equipe mondiale d'appui à la mise en œuvre (GIST) continue à évoluer en s'efforçant de maximiser l'impact et l'utilisation des ressources à bon escient. En réponse aux conclusions de l'examen interne² entrepris en 2007, le mandat de la GIST a été reformulé et la portée et le travail ont été réorientés. Le mandat qui a suivi et le *modus operandi* ont été approuvés par les membres de la GIST en janvier 2008 (voir Annexe 2). Le plan de travail 2008 est le premier à refléter le réalignement de la GIST et se concentre sur trois grands objectifs :

Objectif Un : Etablir un forum pour : partager l'information en temps réel sur les principaux prestataires d'assistance technique ; définir les lacunes dans la fourniture d'assistance technique ; répondre collectivement aux besoins en assistance technique ; et préconiser la cohérence des approches et des outils

Objectif Deux : Assurer la fourniture d'une analyse périodique d'experts en matière de prestation et de coordination de l'appui technique aux pays pour l'élaboration de propositions au Fonds mondial et la mise en œuvre des programmes

Objectif Trois : Servir d'interface pour attirer l'attention des groupes d'intérêt sur l'information concernant les goulets d'étranglement au niveau de la mise en œuvre dans les pays et les questions d'assistance technique.

Mettant l'accent sur la responsabilité, la structure du plan de travail définit des résultats clairs accompagnés d'indicateurs, de cibles, d'un calendrier et d'activités précisant comment obtenir le résultat. Le plan de travail intègre des examens à mi-parcours et en fin d'année, qui ont été tous deux exécutés par les membres de la GIST. L'examen à mi-parcours a été achevé dans le cadre du point de l'ordre du jour et d'une discussion lors de la 26^{ème} réunion de la GIST à Toronto, Canada, en septembre 2008. Au cours de la même réunion, un groupe de travail (Secrétariat de la GIST, PEPFAR, Alliance internationale contre le VIH/sida, OMS et Secrétariat de l'ONUSIDA) a été établi pour réaliser

¹ Recommandation 3.2 (Cellule mondiale de réflexion 2005) : Les institutions multilatérales et les partenaires internationaux :

- *Aideront les parties prenantes à organiser, sous l'égide de l'autorité nationale de coordination de la lutte contre le sida, des équipes spécialisées dans la résolution des problèmes et une action concertée de suivi et d'évaluation, de gestion des approvisionnements et des fournitures, des besoins en soutien technique, et de mise en place de capacités en ressources humaines.*
- *L'équipe conjointe du système des Nations Unies/Fonds mondial se réunira régulièrement afin de contribuer à la résolution des problèmes identifiés par les parties prenantes à l'échelon pays.*
- *L'équipe conjointe du système des Nations Unies/Fonds mondial identifiera les bonnes pratiques et les diffusera en même temps que les leçons acquises dans le domaine du soutien aux efforts des pays pour intensifier leurs programmes de lutte contre le sida.*

² Moodie, R., The Nossal Institute for Global Health, University of Melbourne, in collaboration with: HLSP Londres :

Rapport à l'Equipe mondiale d'appui à la mise en œuvre, octobre 2007.
http://data.unaids.org/pub/Report/2008/200710_gist_review_finalreport_en.pdf

l'examen en fin d'année au début de 2009. L'état financier des dépenses figure à l'Annexe 2.

Principales conclusions de l'examen

Les conclusions de l'examen sont structurées par objectif, avec une analyse des réalisations, des questions en jeu et des défis, et enfin des recommandations pour les orientations futures de la GIST en relation avec l'objectif. Les résultats de l'examen, détaillés dans cette section, sont censés éclairer le Plan de travail 2009 de la GIST qu'il est prévu de finaliser lors de la 28^{ème} réunion de la GIST en mars 2009.

Objectif Un : Etablir un forum pour : partager l'information en temps réel sur les principaux prestataires d'assistance technique ; définir les lacunes dans la fourniture d'assistance technique ; répondre collectivement aux besoins en assistance technique ; et préconiser la cohérence des approches et des outils

Pour des raisons de clarté, l'examen de cet objectif est présenté en deux parties :

A. Etablir un forum pour : partager l'information en temps réel sur les principaux fournisseurs d'assistance technique ; définir les lacunes dans la fourniture d'assistance technique ; répondre collectivement aux besoins en assistance technique

Réalisations :

Le 3 octobre, l'ONUSIDA a publié un communiqué de presse sur le lancement de la base de données CoATS (Coordinating AIDS Technical Support – Coordination de l'appui technique en matière de sida) sur <http://coats.unaids.org>. L'ONUSIDA a décrit CoATS comme un « outil pratique pour permettre aux pays d'effectuer le suivi de l'appui technique ». Le directeur du Département de l'Appui technique et opérationnel à l'ONUSIDA, Tim Martineau, a déclaré ce qui suit :

'CoATS facilite une meilleure responsabilisation et une meilleure appropriation de l'appui technique par les pays en fournissant un tableau clair des activités. La base de données indiquera qui demande l'appui, qui le paie, qui le fournit et qui est le consultant qui en est chargé et quand.'

L'objectif de CoATS vise à :

- Faciliter l'accès des partenaires nationaux à un appui de qualité et dans les meilleurs délais
- Encourager la coordination de l'appui technique entre fournisseurs et utilisateurs, avec une meilleure transparence des résultats
- Faciliter la collaboration et l'échange d'information sur les activités d'appui technique aux niveaux mondial, régional et national

La base de données peut être consultée selon les catégories suivantes :

- Pays
- Fournisseur
- Type d'activité
- Bénéficiaire
- Financier
- Situation
- Dates de début et de fin

Les organisations membres de la GIST qui suivent ont fourni des données sur l'appui technique :

- Equipe d'action de la société civile (CSAT)
- Coopération technique allemande (GTZ)
- Fonds mondial de lutte contre le sida, la tuberculose et le paludisme (Fonds mondial)
- Centre international de coopération technique (ICTC)
- Alliance internationale contre le VIH/sida
- Plan d'aide d'urgence du Président des Etats-Unis en matière de lutte contre le sida (PEPFAR)

Indicateur	Cible	Situation actuelle
# de fournisseurs d'assistance technique inclus dans la base de données figurant sur le web	Juin 2008, 15 fournisseurs d'appui technique invités et membres entrant régulièrement des informations dans la base de données	Seize fournisseurs, notamment tous les membres de la GIST et les quatre DAT, ont été invités à fournir des données. Contributions reçues de la part de 12 entités comprenant à la fois une fourniture directe d'assistance technique et un appui financier pour la fourniture d'assistance technique (par ex., consultants).
# de demandes d'assistance technique émanant des partenaires dans les pays disponibles sur la base de données figurant sur le web	100 demandes, outre les données historiques existantes (1 an), saisies à la date de décembre 2008	Au 31 décembre 2008 la base de données comprenait 255 entrées.

- Secrétariat de l'ONUSIDA
- Fonds des Nations Unies pour l'Enfance (UNICEF)
- Fonds des Nations Unies pour la Population (UNFPA)
- Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD)
- Banque mondiale
- Organisation mondiale de la Santé (OMS)

L'information peut être générée sous forme de rapports et exportée sous forme de documents PDF ou de tableurs Excel.

L'ONUSIDA a distribué une brochure CoATS lors de la réunion du Conseil de Coordination du Programme (CCP) qui s'est tenue à Genève en décembre 2008. Des preuves anecdotiques indiquent que la base de données a été bien accueillie.

Questions en jeu :

Dans un communiqué de presse, l'ONUSIDA a noté ce qui suit :

De nombreux pays exigent un appui technique de qualité et dans les meilleurs délais pour planifier, budgétiser, mettre en œuvre et suivre leurs programmes de lutte contre le sida de manière efficace et efficiente. Si la demande d'assistance technique s'est accrue, le nombre de fournisseurs a aussi considérablement augmenté, avec parfois pour résultats une concurrence, des doubles emplois et des coûts de transaction accrus pour les pays utilisant ces services.

Défis :

Le succès et la pérennité de CoATS exigent un engagement et une appropriation au niveau des pays. Pour catalyser l'action dans les pays et l'appropriation de ce nouvel outil, la GIST fournira des fonds afin d'appuyer son lancement dans les 10 premiers pays utilisant CoATS pour suivre leurs activités d'appui technique (y compris les plans). Les pays ciblés pour la première phase du lancement avaient d'autres initiatives de coordination en cours dans le domaine de l'appui technique. Il s'agissait notamment des pays suivants : Bangladesh, Burkina Faso, Cambodge, Ethiopie, Guyana, Haïti, République-Unie de Tanzanie, Ukraine, Viet Nam et Zambie.

A cet égard, le 16 octobre Tim Martineau, directeur du Département de l'Appui technique et opérationnel, a envoyé une lettre aux Coordonnateurs de l'ONUSIDA dans les Pays (COP) susmentionnés pour les informer que :

- L'ONUSIDA prévoit que chaque pays faisant partie du lancement nécessitera un responsable technique au niveau du pays pour collecter et saisir les données pertinentes et servir de point focal vis-à-vis des autres fournisseurs d'appui technique
- La GIST a approuvé environ US\$ 10 000 par pays de lancement pour le soutien de la phase de consolidation du lancement de CoATS
- Le Secrétariat de la GIST situé au Secrétariat de l'ONUSIDA, à Genève, continuera de fournir un soutien supplémentaire le cas échéant.

De nombreux membres de la GIST ont envoyé des lettres similaires à leurs personnels sur le terrain en demandant leur aide et leur appui pour le lancement. Les COP de cinq pays (Bangladesh, Cambodge, Guyana, Kenya et République-Unie de Tanzanie) ont déclaré être en discussion avec les autorités nationales de lutte contre le sida et autres partenaires au niveau des pays à propos de la mise en œuvre, reliant le lancement de CoATS aux plans d'appui technique. Le Burkina Faso, l'Ethiopie et Haïti se lancent indépendamment de l'élaboration de tout plan d'appui technique. Il est escompté que CoATS fonctionnera à une plus large échelle à la suite de la phase de consolidation.

Orientations futures :

La GIST a discuté de la manière dont passer à une nouvelle génération de CoATS ou CoATS 2.0. En particulier, certains membres de la GIST et autres parties prenantes ont manifesté leur intérêt pour un modèle de « type eBay ». La GIST débattrà encore des fonctionnalités de CoATS 2.0 et un projet de note de concept est inclus.

B. Préconiser la cohérence des approches et outils

Réalisations :

La GIST a élaboré des ‘normes minimales’ en matière de principes d’engagement et de code de conduite pour la fourniture d’appui technique. En mai 2008, la GIST a publié officiellement une série de *Principes relatifs à l’appui technique* (http://www.theglobalfund.org/documents/rounds/9/TechnicalSupportPoster_fr.pdf) soulignant les principes de base et abordant également les responsabilités tant des utilisateurs que des fournisseurs de l’appui technique. Disponibles en anglais, espagnol et français, les Principes ont été largement distribués parmi les organisations membres de la GIST, lors de la Conférence internationale sur le sida de Mexico en 2008, et téléchargés sur plusieurs sites web notamment ceux de l’ONUSIDA et du Fonds mondial.

Indicateur	Cible	Situation actuelle
Normes minimales pour la fourniture d'appui technique disponibles, signées par les institutions membres de la GIST et diffusées.	Avril 2008, normes minimales approuvées et signées par les institutions membres de la GIST. Publiées dans trois langues ; juin 2008, lancement officiel lors d'une manifestation sur le sida (par ex., réunion des partenaires de la mise en œuvre).	<p>Principes relatifs à l'appui technique publiés en trois langues (anglais, espagnol, français) et disponibles sur de multiples sites web y compris ONUSIDA, Fonds mondial et UNFPA.</p> <p>Les Principes ont été largement distribués par les membres de la GIST, notamment par le biais des listes de distribution, et lors de la Conférence internationale sur le sida de Mexico en août 2008.</p> <p>Les Principes ont été mis à la disposition en tant que document de référence du Segment thématique du Conseil de Coordination du Programme de l'ONUSIDA en décembre 2008, lorsque le rapport du Rapporteur (Panel 1 : Enseignements tirés de l'appui technique et les implications de l'application des stratégies nationales) a inclus la nécessité de définir les principes relatifs à l'appui technique (leadership national, appropriation, répondre aux besoins des pays).</p>

Questions en jeu :

Les Principes relatifs à l'appui technique sont divisés en trois sections :

- Principes pour tous
- Fonctions et responsabilités du prestataire d'appui technique
- Fonctions et responsabilités de l'utilisateur de services d'appui technique

Les Principes pour tous reconnaissent/affirment/reconfirment/s'engagent à ce qui suit :

- Une demande d'appui technique n'équivaut ni à un constat d'échec ni à un aveu d'incompétence, et considérer plutôt que l'appui technique représente un investissement précieux, mesurable, dans les ripostes au VIH aux niveaux national, régional et local, et que le but est d'apporter une valeur ajoutée à la mise en œuvre des programmes
- Les besoins en appui technique se situent à la fois au niveau organisationnel (notamment les questions de gouvernance, de leadership et de gestion) et thématique (notamment l'offre de programmes de prévention, de traitement, de soins et d'appui en matière de VIH)
- L'appui technique vise à renforcer des capacités à long terme, durables, et en tant que tel n'est pas un événement unique mais représente plutôt un processus

continu, cyclique, qui appelle un investissement sur le long terme et souple, tout en reconnaissant la nécessité d'un appui ponctuel dans certains cas spécifiques

- L'appui technique doit non seulement être fourni dans les meilleurs délais, mais doit aussi être tourné vers l'avenir, en anticipant les besoins futurs en appui technique et le temps des utilisateurs et des prestataires d'appui technique est en soi une ressource qui, investie à bon escient, contribuera à renforcer des capacités sur le long terme, durables
- L'appui technique doit être fourni en tenant compte du contexte culturel, particulièrement en termes des questions de langue, et de l'épidémie de VIH elle-même et devrait évoluer au rythme de croissance des pays, organisations et communautés
- Le soutien apporté aux processus d'apprentissage horizontal, tels que la coopération Sud-Sud, le jumelage entre organisations et l'échange de connaissances entre pairs, fondés sur l'apprentissage par l'expérience, c'est jeter les bases nécessaires à une vraie indépendance, à la confiance en soi, et au développement d'un potentiel durable ; l'apprentissage horizontal peut être soutenu à la fois en tant que méthode et en tant que méthodologie
- La riposte au VIH est un processus national, conduit localement, nécessitant un appui au service de solutions définies localement, et fondées sur des données épidémiologiques et sur des preuves, et pouvant être soutenu en reliant les processus locaux au processus d'apprentissage au sens large, aux niveaux bilatéral, régional et international
- Le dialogue, le leadership et l'engagement sur le plan national sont déterminants pour que l'offre et la demande d'appui technique soient coordonnées et harmonisées à toutes les étapes du processus, et notamment l'inventaire des besoins et la définition des priorités en matière d'appui technique ; le recensement des points forts collectifs ; l'élaboration des mandats appropriés ; la planification et la budgétisation des activités d'appui technique ; la mise en œuvre, le suivi et l'évaluation de l'appui technique ; le suivi des recommandations ; et le renforcement de l'offre future d'appui technique
- S'engager à faire participer les personnes vivant avec le VIH et les femmes, les jeunes, les minorités sexuelles et autres populations clés à risque élevé, aux activités de recensement des besoins en matière d'appui technique en investissant des ressources et du soutien dans des initiatives solides visant à développer l'aptitude de ces personnes et de leurs organisations à la prestation de services d'appui technique
- L'ensemble des parties sont mutuellement garantes du respect des principes de représentativité polyvalente, de transparence et de bon rapport coût-efficacité des services d'appui technique
- Collecter et rendre publiques, en utilisant des modes de présentation facilement compréhensibles, les données complètes sur les dépenses relatives à l'appui technique et sur les retombées, conformément aux politiques et aux modalités de

- fonctionnement des financeurs et des prestataires de services d'appui technique, et à celles des donateurs en ce qui concerne la publication de l'information
- Réaffirmer l'engagement en faveur des « Trois Principes », de la Déclaration de Rome sur l'harmonisation, et de la Déclaration de Paris sur l'efficacité de l'aide en offrant et en mettant en œuvre des activités d'appui technique correspondantes
 - L'appui technique signifie bien souvent voyages multiples, longs et onéreux, et s'efforcer de réduire ce coût par exemple en faisant appel à des consultants du pays ou de la région, en utilisant le système des téléconférences, des liaisons vidéo et autres moyens

Défis :

Des difficultés subsistent eu égard à une large institutionnalisation et la réalisation des Principes parmi les partenaires.

Orientations futures :

Les *Principes relatifs à l'appui technique* ont été traduits en espagnol et en français et doivent être traduits au minimum dans d'autres langues officielles des Nations Unies. On espère que l'inclusion des Principes sur le site web du Fonds mondial sous les documents de référence sera un des facteurs qui encourageront les pays à inclure ouvertement les exigences en matière d'assistance technique dans les propositions et au sein des stratégies nationales. Bien qu'ils aient été distribués lors de la Conférence internationale sur le sida de Mexico en août 2008, et discutés durant le Segment thématique avant la réunion du CCP de l'ONUSIDA, une promotion et un suivi de leur utilisation supplémentaires s'imposent. Une action que le groupe de travail a suggérée à l'occasion de l'examen à fin 2008 est l'inclusion de questions dans une enquête externe abordant l'utilisation et l'utilité de ce produit. L'enquête externe sur les outils et l'appui de la GIST doit être incluse dans le plan de travail de la GIST pour 2009.

Objectif Deux : Assurer la fourniture d'une analyse périodique d'experts en matière de prestation et de coordination de l'appui technique aux pays pour l'élaboration de propositions au Fonds mondial et la mise en œuvre des programmes

Réalisations :

Pour mieux comprendre les réalités des besoins, des obstacles et de la coordination dans le domaine de l'appui technique au niveau des pays, la GIST a commandé deux études, menées ou exécutées par des consultants externes, durant l'année. Le premier consultant a été prié de procéder à un examen complet des études en cours ou récemment achevées sur l'appui technique à la mise en œuvre des programmes de lutte contre le sida. Le rapport qui a suivi est intitulé *A rapid review of the available literature of studies of technical support for AIDS programs*. La littérature disponible comprend plus de 40 examens et évaluations liées à l'appui technique et aux fournisseurs d'appui technique. L'examen visait à :

- Permettre de mieux comprendre les analyses récentes de la demande et de la fourniture d'appui technique
- Etudier la mesure dans laquelle les mécanismes d'appui technique existent indépendamment les uns des autres et dans quelle mesure ils forment une « architecture » cohérente
- Fournir une analyse de base à l'intention de la réunion du CCP de l'ONUSIDA

La deuxième étude, intitulée *Study on technical assistance and technical support to Global Fund grant implementation at country level*, a été menée par un consultant principal par le biais d'un Dispositif d'appui technique (DAT)/Asie du Sud-Est. Le consultant principal a bénéficié du soutien des travaux effectués par des consultants nationaux ayant achevé chaque élément respectif au niveau des pays. Cette étude vise à décrire soigneusement les principaux problèmes entourant l'appui technique, de la rédaction des propositions au Fonds mondial jusqu'à la mise en œuvre des subventions du Fonds mondial. L'étude passe en revue neuf pays : Cambodge, Ethiopie, Haïti, Inde, Pérou, Sénégal, Ukraine, Viet Nam, et Zambie.

Les objectifs de l'étude étaient axés sur ce qui suit :

- **Evaluation** : Documenter la fourniture d'appui technique par divers prestataires aux programmes nationaux de lutte contre le sida à l'appui de la mise en œuvre des subventions du Fonds mondial.
- **Demande** : Documenter les besoins en appui technique nécessaires pour la mise en œuvre des subventions du Fonds mondial à différentes étapes du processus.
- **Offre** : Documenter la disponibilité, l'accessibilité financière, les coûts et la distribution d'appui technique pour la mise en œuvre des subventions du Fonds mondial.
- **Recommandations** : Recommander des solutions pratiques pour résoudre les problèmes identifiés au cours de l'étude.

Les objectifs déclarés de l'étude visaient spécifiquement à :

- Elaborer et recommander des solutions pratiques aux problèmes, faiblesses et lacunes identifiés dans la demande, l'offre, les structures, les programmes et les politiques liés à l'assistance technique et l'appui technique à la mise en œuvre des subventions du Fonds mondial.
- Etudier et documenter la disponibilité, l'accessibilité financière, les coûts, et la distribution d'appui technique pour la mise en œuvre des subventions du Fonds mondial émanant de différentes sources dans chaque pays de l'échantillon.
- Etudier et documenter les besoins en appui technique nécessaires pour la mise en œuvre des subventions du Fonds mondial à différentes étapes et à différents niveaux du processus, et la mesure dans laquelle ces besoins sont évidents et ressentis par les directeurs de programme dans chaque pays de l'échantillon.

- Collecter des informations, documenter et évaluer les différentes circonstances dans lesquelles une assistance technique a été fournie aux programmes nationaux de lutte contre le sida par différents prestataires depuis 2007 à l'appui de la mise en œuvre des subventions du Fonds mondial dans un échantillon de pays à travers le monde.

Les questions clés incluses dans l'étude étaient les suivantes :

- Comment les parties prenantes au niveau des pays sont-elles le mieux à même de définir de quelle assistance technique ils ont besoin ? Est-il facile pour les parties prenantes au niveau des pays d'accéder à l'assistance technique lorsqu'ils en ont besoin ?
- Qu'est-ce qui détermine le prix et le processus de paiement ? Qui dirige ce processus ? Quels sont les lacunes et les plafonds ? Quels sont les tarifs officiels et les tarifs en vigueur ?
- L'assistance technique fournie par la famille des Nations Unies est-elle adéquate et appropriée ? Les différents Coparrainants de l'ONUSIDA fournissent-ils une assistance technique adéquate dans leur domaine de compétence conformément à la Répartition des tâches de l'ONUSIDA ? Quelle est la qualité de l'appui technique fourni par l'ONUSIDA ? L'ONUSIDA est-il à même de jouer un rôle efficace de coordination au sein de la famille des Nations Unies ? Les partenaires nationaux sont-ils satisfaits de la qualité, de l'opportunité, et de l'efficacité de l'appui technique reçu ?
- L'assistance technique fournie par les principaux organismes bilatéraux et les organisations non gouvernementales internationales est-elle adéquate et appropriée ? Les partenaires nationaux sont-ils satisfaits de la qualité, de l'opportunité, et de l'efficacité de l'appui technique reçu ?
- Quels sont les principaux obstacles (liés à la fois à l'offre et à la demande) à l'accès à l'assistance technique, et à son utilisation à bon escient, au niveau des pays ?
- L'assistance technique a-t-elle aidé les pays à renforcer leurs capacités nationales et à réaliser des progrès durables ?

Le 24 novembre 2008, le consultant principal a présenté à la GIST de nouvelles conclusions fondées sur quatre pays (Cambodge, Ethiopie, Pérou, et Ukraine) au cours de sa 27^{ème} réunion.

Les principales recommandations préliminaires sont notamment les suivantes :

- Incapacité des pays à définir clairement leurs besoins et à demander l'appui technique qui convient
- Les Mécanismes de coordination dans les pays (CCM) sont souvent peu efficaces s'agissant de définir les besoins en appui technique à mettre en œuvre
- L'appui technique est souvent orienté sur l'offre

- De nombreuses plaintes ont été enregistrées sur l'appui technique spécifique par l'intermédiaire de divers Dispositifs d'appui technique (DAT) même dans les pays où l'appui des Nations Unies est très respecté.
- L'appui technique fourni par les Coparrainants de l'ONUSIDA, tels que l'OMS, la Banque mondiale, l'OIT et l'UNICEF est respecté partout dans leurs domaines de compétence respectifs.
- Les niveaux de satisfaction de l'appui technique par les donateurs bilatéraux et les organisations non gouvernementales internationales ont été considérés comme élevés.
- Les consultants à court terme sont souvent indisponibles, et on ne peut pas compter sur eux lorsque des problèmes surgissent ou des questions sont soulevées après la consultation.
- Le personnel des Nations Unies (OMS/ONUSIDA) passe énormément de temps à élaborer des propositions et a le sentiment que cela n'est ni reconnu ni apprécié à sa juste valeur.
- Le processus des propositions au Fonds mondial est perçu comme étant trop compliqué, ce qui crée une demande artificielle de consultants.
- Les consultants sont mieux à même de répondre aux besoins à court terme et souvent ne réussissent pas à renforcer les capacités des principaux bénéficiaires, ce qui ne facilite pas la pérennité.

Le rapport final était attendu au cours du premier semestre de 2009.

Le Secrétariat de l'ONUSIDA a apporté son soutien à plusieurs pays pour l'élaboration de Plans d'appui technique fondés sur les évaluations des besoins en appui technique. Sur la base de l'expérience à ce jour (jusqu'ici 10 pays ont reçu un appui et ont élaboré des plans chiffrés pour l'appui technique), l'ONUSIDA a préparé des directives pour la planification de l'appui technique. Les plans d'appui technique ont également été une excellente plateforme pour la coordination efficace de l'appui technique au niveau des pays et la GIST a fourni CoATS en tant qu'outil efficace pour assurer la transparence du suivi des engagements pris par les différents partenaires internationaux et les rapports sur les progrès réalisés. L'ONUSIDA a également renforcé les capacités des experts nationaux et régionaux (consultants) qui sont disponibles pour appuyer l'élargissement de la planification de l'appui technique à d'autres pays.

La GIST a également fourni un appui à l'établissement de l'Equipe d'action de la société civile (CSAT), un mécanisme de coordination destiné à mobiliser la participation de la société civile aux programmes du Fonds mondial avec l'accent sur les populations clés affectées. La GIST a aidé à établir des partenariats à long terme entre six centrales régionales CSAT et des prestataires d'appui technique. En 2008, par le biais des activités CSAT, des organisations et réseaux de populations clés affectées ont bénéficié de l'expertise technique et du financement des Equipes d'appui aux régions (EAR) de l'ONUSIDA, des Dispositifs d'appui technique (DAT), du Centre international de

coopération technique (ICTC), de l'Initiative Backup de la GTZ et de la Gestion des subventions (GMS)/USAID.

Du fait de l'appui technique à la société civile reçu par le biais de la coordination entre les membres de la GIST, des propositions ont été préparées et approuvées avec la participation de la société civile dans la Série 8 au Ghana, en Indonésie et au Nicaragua. Les populations clés ont été représentées dans les CCM en Bolivie, en Indonésie et au Nicaragua. De nouvelles propositions sont en préparation pour la Série 9, avec une forte participation de la société civile, dans les pays suivants : Cambodge, Viet Nam, Philippines, Inde, Chine, Malaisie, Ouzbékistan, Kirghizistan, Guinée Bissau, Egypte, Ethiopie, Ouganda et Equateur. Parmi les nouvelles initiatives lancées figurent les programmes de mentorat au Nigéria à l'intention des enfants rendus orphelins et vulnérables, avec l'appui de l'UNICEF.

Indicateur	Cible	Situation actuelle
Les études/analyses dans les pays ont pour résultat une meilleure coordination de la fourniture d'assistance technique.	Avril 2008, mandat pour 3 études au maximum présenté à la GIST ; décembre 2008, études achevées et présentées à la GIST.	Deux études commandées : <i>A rapid review of the available literature of studies of technical support for AIDS programs completed.</i> <i>Study on technical assistance and technical support to Global Fund grant implementation at country level</i> Conclusions initiales présentées à la GIST en novembre 2008. Mise en forme finale achevée au premier trimestre de 2009.
Rapport finalisé, présenté au CCP et diffusé.	Décembre 2008, rapport finalisé.	La première ébauche du rapport a été mise à la disposition du CCP. Des travaux supplémentaires pour finaliser le document sont en cours.
	Juin 2008, Examen de la situation à mi-parcours ; et décembre 2008, examen en fin d'année.	Examen à mi-parcours achevé. Examen à fin 2008 achevé.
# de pays dans lesquels des plans d'appui technique sont élaborés.	En décembre 2008, au moins 10 pays ont élaboré des plans nationaux d'appui technique.	10 pays ont élaboré des plans nationaux d'appui technique multipartenaires.

Questions en jeu :

Même si les examens et évaluations étudiés ont été trouvés disparates dans leur conception et leurs objectifs, l'analyse des études a néanmoins identifié quatre problèmes clés :

- On donne souvent la priorité à l'appui technique à court terme plutôt qu'à l'appui technique à long terme
 - De nombreux prestataires d'appui technique se sont axés sur les besoins à court terme à la fois par nécessité (c'est-à-dire pour répondre aux préoccupations immédiates des pays) et en partie du fait qu'il est plus facile d'y répondre.

- Des activités destinées à aider les pays à renforcer leurs capacités programmatiques à long terme doivent encore être entreprises.
- Il faut encore que les fournisseurs d'appui technique élaborent une stratégie cohérente pour le renforcement des capacités à long terme au niveau des pays, notamment comment (et par qui) l'appui technique à court terme est fourni.
- Manque d'indicateurs clairs pour mesurer l'assistance technique, par ex., apports, résultats et indicateurs de l'impact :
 - Les prestataires d'appui technique devront élaborer, négocier et approuver des indicateurs de résultats pour la fourniture d'appui technique dans plusieurs domaines, notamment suivi et évaluation, planification stratégique, mise en œuvre des programmes des organisations de la société civile et renforcement des capacités.
 - Il est nécessaire d'élaborer un système d'assurance de la qualité professionnelle pour les fournisseurs d'appui technique.
- Les activités conjointes, et les partenariats et synergies entre fournisseurs d'appui techniques sont insuffisants :
 - L'opérationnalisation du cadre de Répartition des tâches de l'ONUSIDA pour la fourniture harmonisée et coordonnée de l'appui technique est insuffisante à tous les niveaux.
 - Lorsque des partenariats existent en fait, ils résultent davantage d'un accident que d'un dessein ou d'une négociation.
 - Des efforts accrus devront être consentis pour opérationnaliser la Répartition des tâches de l'ONUSIDA au niveau des pays.
- Le soi-disant « mandat sous-financé » et quelles en sont les répercussions sur les fournisseurs d'appui technique.
 - Le Fonds mondial est peu susceptible de fournir un flux de financement direct pour les prestataires d'appui technique.
 - Le Fonds mondial devra souligner à nouveau le fait que les pays sont encouragés à soumettre des propositions avec un budget complet pour l'appui technique.
 - Les fournisseurs d'appui technique devront être créatifs quant à la manière dont ils gèrent et financent leur contribution aux activités du Fonds mondial pour étendre les interventions d'appui en faveur de l'accès universel à la prévention, au traitement, aux soins et à l'appui en matière de VIH.
 - Les fournisseurs d'appui technique devront encourager et soutenir les pays à accompagner leurs propositions de subventions d'allocations budgétaires complètes pour l'appui technique.
 - Les fournisseurs d'appui technique devront prendre en considération le réaligement de leurs programmes, notamment leurs programmes d'assistance technique, de manière à ce qu'ils soutiennent les efforts du Fonds mondial

pour donner aux pays les moyens d'élargir et de mettre en œuvre des programmes efficaces et efficients de lutte contre le sida.

Les problèmes soulignés dans l'étude portant sur les neuf pays, qui correspondent à l'étude antérieure, sont notamment les suivants :

- Les Mécanismes de coordination dans les pays (CCM) sont souvent incapables de définir clairement les besoins en appui technique
- L'appui technique est souvent orienté sur l'offre
- Préoccupations au sujet de la qualité de l'appui technique par l'intermédiaire de divers DAT
- On donne souvent la priorité à l'appui technique à court terme plutôt qu'à l'appui technique à long terme
- Les consultants à court terme sont souvent indisponibles et on ne peut pas y faire appel lorsque des problèmes sont soulevés ou des questions sont posées après la consultation
- Le processus des propositions au Fonds mondial est perçu comme étant trop compliqué
- Manque d'indicateurs clairs pour mesurer l'assistance technique
- La collaboration et les synergies entre prestataires d'appui technique sont insuffisantes
- Manque d'appréciation pour les contributions des organismes des Nations Unies en matière d'appui technique s'agissant de l'élaboration et de la mise en œuvre des propositions

Des plans nationaux d'appui technique ont été élaborés et rassemblent différents partenaires, permettant une planification et une gestion proactive de l'appui technique. Toutefois, une mise en œuvre efficace de ces plans exige un renforcement significatif des capacités des partenaires nationaux pour diriger ce processus. Etant donné qu'une portion importante de l'appui technique fourni par les partenaires internationaux est orientée sur l'appui à court terme avec un investissement limité en matière de renforcement des capacités, il est crucial que la GIST élabore des orientations sur le renforcement à long terme des capacités des partenaires au niveau des pays.

Défis :

Les enjeux généraux sont notamment les suivants :

- Comment pouvons-nous aider les pays à mieux définir leurs besoins spécifiques en appui technique ?
- Comment pouvons-nous faire en sorte que l'appui technique soit orienté sur la demande ?

- Que faire pour accroître la disponibilité d'un appui technique de haute qualité, sur le long terme ?
- Quels sont les mécanismes qui existent pour faciliter la collaboration et les synergies entre prestataires d'appui technique ?
- Comment pouvons-nous promouvoir le renforcement des capacités des principaux bénéficiaires, des Commissions nationales sida et des programmes nationaux de lutte contre le sida afin de mieux définir les besoins tant à court terme qu'à long terme et identifier les fournisseurs d'appui technique qui conviennent ?
- Que peut-on faire pour simplifier le processus de candidatures au Fonds mondial et pour renforcer les compétences des pays à préparer de solides propositions ?
- Comment assurer un financement adéquat sur le long terme afin de permettre aux organismes des Nations Unies de fournir un appui technique continu aux pays pour l'élaboration de propositions au Fonds mondial et la mise en œuvre des programmes ?

Concernant l'étude couvrant les neuf pays, les consultants n'ont pas trouvé d'exemples d'appui technique spécifique à la mise en œuvre des subventions du Fonds mondial dans la plupart des pays. Les consultants devaient trouver des exemples indirects où l'appui technique fourni aux programmes nationaux bénéficiait également aux subventions du Fonds mondial. Les problèmes relevés étaient notamment les suivants :

- Dans certains pays inclus dans l'étude, les programmes nationaux ont une capacité limitée à identifier les besoins en appui technique et à demander une assistance technique
- Dans tous les pays étudiés, l'appui technique est toujours orienté sur l'offre
- Les besoins en appui technique ne sont souvent pas prévus avec précision au moment de l'élaboration des propositions
- Les tarifs s'appliquant aux consultants locaux dans tous les pays inclus dans l'étude sont beaucoup plus bas que les tarifs des Nations Unies, qui sont eux-mêmes inférieurs aux tarifs internationaux

Orientations futures :

Comme on l'a déjà signalé, la GIST attend la version finale du document *Study on technical assistance and technical support to Global Fund grant implementation at country level*. La GIST examinera l'étude finale et incorporera les enseignements tirés au cours de la rédaction du rapport et ses conclusions dans le plan de travail 2009. Toutefois, il apparaît déjà clairement dans les études que la GIST devra prendre en considération :

- L'amélioration de la coordination nécessaire pour aider les pays à définir avec précision les besoins tant à court terme qu'à long terme et à identifier les fournisseurs d'appui technique qui conviennent.

- La nécessité d'examiner d'un œil critique les points forts et les faiblesses liés à l'utilisation de consultants pour l'apport d'appui technique, en particulier à long terme.
- Des efforts sont nécessaires pour renforcer les capacités en matière d'appui technique aux niveaux des pays et des régions pour assurer la pérennité de la riposte.
- Des mécanismes de financement innovants sont nécessaires pour assurer la disponibilité d'un appui technique à long terme, de haute qualité, au niveau des pays.

Il est proposé que la GIST examine la note d'orientation pour la planification de l'appui technique et préconise l'engagement actif des bureaux de pays des membres de la GIST pour l'élaboration et la mise en œuvre de plans nationaux d'appui technique multipartenaires. La GIST peut aussi envisager de collaborer étroitement avec le Conseil du Fonds mondial à la promotion de l'élaboration de plans chiffrés pour l'appui technique en tant qu'exigence liée à la proposition du Fonds mondial.

Objectif Trois : Servir d'interface pour attirer l'attention des groupes d'intérêt sur l'information concernant les goulets d'étranglement au niveau de la mise en œuvre dans les pays et les questions d'assistance technique.

Réalisations :

La GIST a représenté un forum consciencieux et pratique pour l'échange d'information parmi ses membres. Cela était dû en partie à l'officialisation de ce qui représentait déjà un réseau informel pour l'échange d'information parmi ses membres ; d'autre part, la base de données CoATS nouvellement établie (voir ci-dessus) contribue à cet échange de données.

Deux indicateurs spécifiques de résultats ont été approuvés dans le cadre du plan de travail de la GIST pour 2008. Il s'agit :

- a) Du nombre de réunions organisées chaque année avec un quorum de participation (cible : réunions trimestrielles)
 - En 2008, trois réunions ont eu lieu. Elle se sont tenues les 30 avril 2008 (Genève), 11-12 septembre 2008 (Toronto) et 24-25 novembre 2008 (New York). Des comptes rendus de ces réunions sont disponibles. Il a été décidé de ne pas organiser de réunion en janvier 2008 car la dernière réunion avait eu lieu en décembre 2007 et la plupart des produits concrets étaient sur les rails et n'auraient pas bénéficié d'une autre réunion en face à face. Toutes les réunions ont atteint un quorum de participation, avec peu d'absences/excuses.

- En outre, de fréquentes réunions se sont tenues en personne et par téléconférence entre le Secrétariat de la GIST et le président et le vice-président, ainsi que les membres des divers sous-comités (par ex., le groupe d'examen de l'étude).

b) Du nombre des participants du Sud assistant aux réunions de la GIST (cible : nouvelles organisations identifiées et invitées à rejoindre la GIST)

- Dans le courant de 2008, le Dr Carlos Passarelli du Centre international de coopération technique sur le VIH/sida basé au Brésil a été invité à se joindre à la GIST en tant que représentant d'une organisation du Sud.
- La question de l'élargissement a été discutée mais gardée en suspens jusqu'à la décision du CCP portant sur la continuation de la GIST.

Indicateur	Cible	Situation actuelle
# de réunions organisées par année avec quorum de participation.	Réunions trimestrielles.	Première réunion trimestrielle reportée étant donné sa proximité avec la réunion de décembre 2007 et les cibles atteintes. Réunions restantes tenues en avril, septembre et décembre 2008. Quorum atteint lors de chaque réunion.
# de participants du Sud assistant aux réunions de la GIST.	Les membres de la GIST identifient trois nouvelles organisations et les invitent à rejoindre la GIST.	Suite à l'adjonction du Centre international de coopération technique sur le VIH/sida, l'action sur l'élargissement futur des membres est gardée en suspens dans l'attente de la décision du CCP sur la continuation de la GIST. Décision provisoire d'inviter un (des) participant(s) du Sud aux réunions individuelles.

Questions en jeu :

- La GIST a tenu plusieurs discussions au sujet des membres supplémentaires qui pourraient éventuellement être invités (par ex., Union africaine, SADEC) mais une décision finale sur les invités a été reportée à 2009 étant donné les incertitudes qui planent sur la continuation de la GIST, et qui ne seraient résolues qu'à la suite de la réunion du CCP de l'ONUSIDA en décembre 2008.

Défis :

En 2009, la question des participants du Sud doit être abordée.

Orientations futures :

Le plan de travail pour 2009 abordera les cibles susmentionnées non atteintes et exposera un plan concret pour accroître la représentativité géographique de la GIST.

Conclusions :

- Les produits concrets sont raisonnablement conformes aux objectifs.
- La GIST reste une occasion unique de rassembler les organismes des Nations Unies, les principaux donateurs et la société civile pour discuter et chercher des solutions aux problèmes et obstacles systémiques liés à la fourniture efficace et efficiente d'assistance technique aux pays pour leur riposte à l'épidémie de sida.

Annexe 1

Mandat

EQUIPE MONDIALE D'APPUI A LA MISE EN ŒUVRE (GIST)

But : Renforcer et soutenir la mise en œuvre de solides stratégies nationales sur la voie de l'accès universel à la prévention, au traitement, aux soins et à l'appui en matière de VIH.

Objet : Un groupe d'organismes clés hautement cohésif et commun collaborant et se tenant mutuellement responsables afin d'harmoniser et de coordonner l'appui technique pour lutter contre les goulets d'étranglement au niveau de la mise en œuvre, diffuser les enseignements tirés et identifier les bonnes pratiques.

Fonctions :

1. Etablir un forum pour :
 - a. Partager en temps réel des informations sur les principaux prestataires d'appui technique
 - b. Identifier les lacunes dans l'appui technique
 - c. Répondre collectivement aux besoins en appui technique
 - d. Plaider en faveur de la cohérence des approches et des outils pour la fourniture d'appui technique
2. Assurer la fourniture d'analyses d'experts périodiques en matière de prestation et de coordination de l'appui technique
3. Servir d'interface pour attirer l'attention des groupes d'intérêt sur les goulets d'étranglement systémiques au niveau de la mise en œuvre dans les pays ainsi que sur les questions d'assistance technique

Procédures opérationnelles

Modus operandi

La GIST gèrera un groupe orienté sur les tâches comportant un important rôle de coordination plutôt qu'un rôle opérationnel direct.

Ses travaux sont fondés sur un plan de travail annuel. La GIST entreprendra une évaluation annuelle de ses indicateurs de succès, fondée sur le plan de travail, et décidera de sa poursuite, de sa clôture ou de son réajustement.

Le rôle de la GIST consiste à renforcer la coordination et l'opportunité des informations relatives à l'appui technique au niveau mondial. Des réunions régulières en face à face se tiendront de trois à quatre fois par an. Des discussions portant sur des problèmes particuliers auront lieu parmi l'ensemble du groupe ou parmi des sous-groupes par vidéoconférence selon les besoins. La GIST travaillera par l'intermédiaire de ses organisations membres.

Structure de la GIST

Composition

La GIST comprend : des organisations des Nations Unies, des organismes bilatéraux, des organisations de la société civile, le Fonds mondial et autres partenaires clés le cas échéant.

L'ONUSIDA fournit le Secrétariat.

Secrétariat de la GIST

Le Secrétariat de la GIST comprend le Président, le Vice-Président et le Secrétariat de l'ONUSIDA. Les membres de la GIST choisissent le Président et le Vice-Président tous les deux ans.

La GIST soumettra des rapports réguliers au Groupe de référence pour le suivi des recommandations de la Cellule mondiale de réflexion.

Président de la GIST (avec le soutien d'un conseiller à mi-temps)

Rôle :

1. Assure, en étroite collaboration avec le Secrétariat de la GIST, l'organisation et la présidence des réunions de la GIST.
2. Apporte un leadership et une vision, notamment l'identification de priorités clés pour la GIST.
3. Facilite les principales communications et le partage d'information parmi les membres et partenaires externes.
4. S'assure que des progrès sont réalisés sur des fonctions définies de la GIST.

Vice-Président de la GIST

Rôle :

1. Assure, en étroite collaboration avec le Président, l'organisation et la présidence des réunions de la GIST.
2. Est membre du Secrétariat de la GIST et contribue à l'établissement de l'ordre du jour des réunions.
3. S'assure que des progrès sont réalisés sur des fonctions définies de la GIST.

Le Secrétariat de la GIST (avec le soutien d'un coordonnateur du Secrétariat de l'ONUSIDA)

Rôle :

1. Facilite le partage d'information préalablement aux réunions de la GIST, et entre les réunions.
2. Apporte son soutien à la GIST et effectue un suivi de toutes les décisions prises, notamment dirige la gestion de toute analyse requise.
3. Apporte son soutien au Président et au Vice-Président.
4. Gère toutes les activités liées au budget par l'intermédiaire du Secrétariat de l'ONUSIDA.

Annexe 2 : Plan de travail de la GIST pour 2008

Objectifs	Résultat escompté			Activités	Trimestre				Appports requis	Financement Montant	Point focal	Partenaires		Dépenses	Notes
	Définition	Indicateur	Cible		Description	1	2	3				4	GIST		
Établir un forum pour le partage de l'information en temps réel sur les principaux fournisseurs d'assistance technique ; définir les lacunes en matière de fourniture d'appui technique ; répondre collectivement aux besoins en assistance technique ; et préconiser la cohérence des approches et des outils.	I. Outil de partage de l'information sur l'assistance technique maintenu et amélioré, qui répond aux besoins des utilisateurs (fournisseurs d'appui technique et pays)	# Nombre de fournisseurs d'assistance technique disponibles sur la base de données figurant sur le web	Juin 2008, 15 fournisseurs d'appui technique invités, qui en sont membres, et entrant activement des données dans la base de données.	1. Élaborer une base de données convulsiée sur le web sur les fournisseurs d'assistance technique, en précisant les domaines spécifiques d'appui, notamment les coordonnées.	x	x			Temps du personnel, contrat avec consultants	\$350,000	Secrétariat de IONUSIDA	Tous les membres de la GIST, DAT, ASAP	Co-parrainants de IONUSIDA, autres donateurs	\$78,000.00	APW Qim +Amendement
		# de demandes d'assistance technique des partenaires au niveau des pays disponibles sur la base de données figurant sur le web	100 demandes, en plus des données historiques (1 an) saisies en décembre 2008	2. Peupler la base de données en collectant et organisant les demandes d'appui technique de manière continue (reçues par principaux fournisseurs d'appui technique) sur la base de données convulsiée figurant sur le web, et utiliser et promouvoir la base de données.			x	x	Temps du personnel	\$50,000	Secrétariat de IONUSIDA	Tous les membres de la GIST, DAT, ASAP	Gouvernements, Co-parrainants de IONUSIDA, ONG, donateurs, notamment fondations	\$48,000.00	Engagement interne, préparé en janvier 2008
	II. Préconiser la cohérence des approches et des outils pour la fourniture d'appui technique.	Normes minimales pour la fourniture d'appui technique disponibles, signées par les institutions membres de la GIST et diffusées.	Avril 2008, normes minimales approuvées et signées par les institutions membres de la GIST. Publiées dans trois langues ; juin 2008, lancées officiellement lors d'une manifestation sur le sida (par ex., réunions des partenaires de la mise en oeuvre)	3. Élaborer des normes minimales/principes d'engagement/code de conduite pour la fourniture d'appui technique.	x	x	x		Temps du personnel et contrat avec consultants	\$6,000	Secrétariat de IONUSIDA	Tous les membres de la GIST, DAT, ASAP	Co-parrainants de IONUSIDA, gouvernements, ONG	\$2,619.00	- Affiche en anglais, français, espagnol
Assurer la fourniture d'analyses d'experts périodiques en matière de prestation et de coordination de l'appui technique.	III. Les analyses d'experts périodiques en matière de prestation et de coordination de l'appui technique ont pour résultat une meilleure coordination de l'appui technique pour la mise en oeuvre des subventions du Fonds mondial.	Les études de pays/analyses ont pour résultat une meilleure coordination de la fourniture d'assistance technique.	Avril 2008, mandat pour un maximum de 3 études présenté à la GIST ; décembre 2008, études achevées et présentées à la GIST.	4. Préparer les membres de la GIST à commander des études sur des questions critiques dans le domaine de l'assistance technique, par ex. renforcement des capacités.	x		x		Programme de la GIST/contrat avec consultants	\$150,000	Président de la GIST/ membres de la GIST/Secrétariat de IONUSIDA	Tous les membres de la GIST, DAT, ASAP	Co-parrainants de IONUSIDA, gouvernements, ONG	\$161,200.00	DAT, contrat SEAP
Meilleure compréhension des goulets d'étranglement systémiques et des questions d'appui technique au niveau de la mise en oeuvre dans les pays.	IV. Meilleure compréhension des goulets d'étranglement systémiques et des questions d'appui technique au niveau de la mise en oeuvre dans les pays.	Rapport finalisé, présenté au CCP et diffusé.	Déc. 2008, rapport finalisé.	5. Le Secrétariat de la GIST commande un rapport spécialisé sur l'appui technique en 2008.			x	x	Contrat avec consultants	\$22,000	Président de la GIST/Secrétariat de la GIST	Tous les membres de la GIST, DAT, ASAP	Co-parrainants de IONUSIDA, gouvernements, ONG	\$5,550.00	APW
			Juin 2008, examen de situation à mi-parcours et décembre 2008. Examen en fin d'année.	6. La GIST préparera un examen du plan de travail à mi-année et en fin d'année.		x		x	Temps du personnel	\$50,000	Président de la GIST/Secrétariat de la GIST	Tous les membres de la GIST, DAT, ASAP	Co-parrainants de IONUSIDA, gouvernements, ONG		

Objectifs	Résultat escompté			Activités	Trimestre				Apports requis	Financement Montant	Point focal	Partenaires		Dépenses	Notes
	Définition	Indicateur	Cible		Description	1	2	3				4	GIST		
	V. Meilleure identification des problèmes liés à l'appui technique au niveau des pays.	# de pays dans lesquels des plans nationaux d'appui technique sont élaborés.	En décembre 2008, au moins 10 pays ont élaboré des plans nationaux d'appui technique	7. Les membres de la GIST plaideront avec leurs bureaux de pays en faveur du soutien à l'élaboration de plans nationaux d'appui technique bien coordonnés pour minimiser les doubles emplois et promouvoir la qualité de l'appui technique.	x	x	x	x	Temps du personnel	\$0	ONUSIDA		Co-parrainants de l'ONUSIDA, gouvernements, ONG		
Servir d'interface pour attirer l'attention des membres constitutifs sur les goulets d'étranglement systémiques au niveau de la mise en oeuvre dans les pays et les problèmes d'assistance technique	VI. Réunions périodiques pour faciliter la collaboration et la coordination entre les membres constitutifs.	# de réunions tenues annuellement, avec quorum de participation.	Réunions trimestrielles	8. Organiser des réunions de la GIST en face à face pour discuter des progrès et des goulets d'étranglement autour de l'assistance technique.	x	x	x	x	Temps du personnel	\$45,000	Président de la GIST/Secrétariat de la GIST	Tous les membres de la GIST	Partenaires dans les pays selon les besoins	\$29,231.00	Réunions en avril et en septembre (voyage et coûts locaux)
														\$31,142.00	Réunion en novembre (voyage et coûts locaux)
	VII. Elargissement des membres pour inclure une représentation du Sud.	# de participants du Sud assistant aux réunions de la GIST.	Les membres de la GIST identifient 3 nouvelles organisations et les invitent à rejoindre la GIST.	9. Les membres de la GIST se mettent d'accord sur un ensemble de critères pour élargir la GIST, identifient 3 organisations pour représenter le Sud et les invitent à rejoindre la GIST.	x	x	x		Temps du personnel	\$45,000	Président de la GIST/Secrétariat de l'ONUSIDA	Tous les membres de la GIST, DAT, ASAP	Co-parrainants de l'ONUSIDA, gouvernements, ONG		
	Budget pour les voyages		Représentation de la GIST aux réunions/manifestations régionales et internationales		x	x	x	x	Temps du personnel	\$100,000				\$1,880.00	CSAT Réunion de Casablanca
	Personnel de Secrétariat pour la GIST		ONUSIDA: P4, P3, G5. UNFPA: 50% P5		x	x	x	x	Temps du personnel	\$600,000	ONUSIDA	Tous les membres de la GIST	Co-parrainants de l'ONUSIDA, gouvernements, ONG	\$646,629.00	
															P-5 50%: \$159,500
															P-4: \$378,000
															P-3: \$111,129
				BPTI interinstitutions						\$1,418,000					TOTAL
				Total financé						\$1,418,000					\$1,004,251.00

Annexe 3 :
Note de concept CoATS 2

Marché de l'appui technique

Note de concept
janvier 2009

Qu'est-ce qui affecte le marché de l'assistance technique ?

Le marché de l'assistance technique à court terme liée au sida, parfois appelé marché de consultation, est relativement nouveau et n'est pas organisé. Il comprend un grand nombre d'acteurs (peu d'entreprises, mais principalement des individus) à travers divers contextes linguistiques. Il n'est pas régulé, n'est pas organisé, et comporte des réseaux limités d'acteurs du marché. Il n'y a pas de barrières à l'entrée ni à la sortie. L'information n'est pas librement disponible ; on observe une tendance inhérente au non-partage de l'information.

L'information est surveillée et utilisée à des fins lucratives/de survie – peu ou pas d'information n'est disponible sur les tarifs et coûts des consultants et la transparence est limitée. Les consultants ont la possibilité de fixer différents tarifs (avec très peu de logique) à la même organisation – le seul objectif étant la maximisation du rendement. Il n'y a pas de registres de suivi, pas d'antécédents soit des clients soit des consultants. Certaines organisations ont fixé des plages de tarifs – mais souvent elles se sont révélées inefficaces et ne sont pas respectées. Aucune transparence n'existe sur la charge de travail des consultants et le nombre de missions effectuées en parallèle. Sans information appropriée, il devient difficile pour les organisations de vérifier l'efficacité ; la transparence, à dessein ou par défaut, est minimale avec pour résultat des doubles emplois.

Il existe des milliers de registres, même parmi les organismes des Nations Unies. Ces registres sont établis avec enthousiasme mais sont difficiles à tenir et ne donnent donc pas satisfaction. Chaque organisme réinvente des méthodes d'acquisition des services, sans tirer des enseignements les uns des autres. Il y a parfois des doubles emplois en matière d'assistance technique car il n'y a pas d'information sur qui a fait quoi et où dans un lieu déterminé. Le choix des consultants est fondé sur des pratiques qui laissent à désirer, principalement le bouche à oreille et le favoritisme.

Les processus mis en place par plusieurs organismes ont eu tendance à devenir de simples processus bureaucratiques qui n'aident pas nécessairement à identifier la bonne personne pour la bonne place. Dans la plupart des cas, il s'est avéré difficile d'avoir un large panel et de faire le bon choix. Il n'existe pas de contrôle de la qualité ni de certificats car il n'y a pas d'organisme de certification, aucun registre du suivi aisément accessible et aucun protocole normalisé pour mesurer la qualité et en rendre compte. Les individus et les entreprises peuvent fournir des services de mauvaise qualité, et peuvent être recrutés à nouveau par les mêmes ou différentes organisations. Les méthodes de calcul des tarifs sont peu élaborées et archaïques. La méthode prédominante de paiement est à la journée. Il est difficile de juger du nombre de jours, et on sait fort bien que les organismes gonflent le nombre de jours lorsque des limites supérieures sont fixées pour les tarifs.

Les problèmes ont pour résultats :

- Choix limités (de consultants)
- Approches limitées
- Processus moins que transparents
- Des tarifs qui fluctuent
- Une qualité variable

Objectifs de l'initiative

Connecter les différents acteurs du marché de l'assistance technique sur un pied d'égalité, en utilisant des outils en ligne et des partenariats en vue d'améliorer l'efficacité du marché à offrir de meilleurs services et une transparence accrue vis-à-vis des parties prenantes.

Pourquoi l'ONUSIDA ?

L'ONUSIDA est considéré (et travaille) comme un honnête intermédiaire. Il est toutefois un acteur clé qui vise à ce que tous les acteurs soient sur un pied d'égalité et à l'efficacité et ne gagne ni ne perd de la même façon que le font les principaux clients ou consultants. Il dispose d'une infrastructure et de mécanismes par l'intermédiaire des DAT qu'il a établis ainsi que d'une expérience dans la gestion de l'assistance technique liée au sida à travers divers pays et régions.

Architecture

L'initiative concernant le marché comportera deux éléments principaux – un portail en ligne (www.aidsta.org) et plusieurs activités de soutien hors ligne. Le portail en ligne consistera en :

1. **Registre de consultants**, qui comportera des pages web séparées pour chaque consultant/entreprise et un jeu complet et largement standardisé de compétences, accessible à l'aide d'une fonction de recherche (interrogeable sous Connaissances, Compétences, Certifié, Non certifié, Années d'expérience, Géographie, Langues, Types d'organisations avec lesquelles la personne a travaillé, Type de travail)
2. **Registre des clients** – Pages web séparées pour chaque client inscrit, plans et fonds disponibles pour l'assistance technique
3. **Affichage des postes** – Missions de consultation actuellement disponibles, Missions contractées, Missions en cours, Missions achevées
4. **Gestion des connaissances** – Boîtes à outils, Registre des rapports / documentation, Forums de discussion, Blogs, Voyages et services, Outils d'assistance pour la gestion des consultations, Données par pays (une page par pays), Toutes les données pertinentes au VIH, Données CRIS, Rapports UNGASS, Tous les autres documents pertinents au pays
5. **Système de notation** (retour d'information) – Pour les Consultants et les Clients
6. **Système de certification**, par le biais d'un panel régional
7. **Initiatives liées au renforcement des capacités** – En ligne et hors ligne (face à face), notamment cours pour les personnes qui désirent changer de cap et faire quelque chose de nouveau, mentors et gourous en ligne et liens avec d'autres fournisseurs en matière de renforcement des capacités
8. **Capacités et ressources des Nations Unies** – cartographie pays par pays de l'expertise et des ressources disponibles des Coparrainants de l'ONUSIDA concernés par le VIH (pourrait s'élargir pour inclure la tuberculose, le paludisme et les systèmes de santé)

Comment ça marchera – Principes, stratégies et mécanismes ?

Principes

- a) Commencer un cercle vertueux – disponibilité de l'information, utilisation et plus d'information disponible, favoriser les processus axés sur chaque utilisation et sur les acquis
- b) Commencer lentement, adopter une approche qui permette « d'amasser de la mousse »
- c) Travailler simultanément sur les aspects liés à la demande et à l'offre
- d) Assurer la valeur ajoutée pour les consultants et pour les clients – Information instantanée, Transparente, Outils utiles, Opportunités pour l'établissement de réseaux, Retour d'information / notation

Références – consultants et clients

Le succès de l'initiative dépendra de son utilisation, ce qui apportera des bénéfices à la fois aux clients et aux consultants, et en fin de compte conduira à un travail de meilleure qualité et une transparence accrue.

Stratégies orientées sur la demande (tirer) : Plaider avec les partenaires (clients) en faveur de ce qui suit :

- Enregistrer et annoncer régulièrement les missions et
- Faire en sorte que les consultants soient sélectionnés par le biais de ce mécanisme
- Encourager leurs propres consultants à migrer / s'inscrire sur le nouveau portail
- Faire en sorte que les recherches soient aisées et fructueuses (à la fois sur le portail et en dehors)

Les stratégies orientées sur l'offre (pousser) consisteraient à :

- Faire connaître le site par le biais d'annonces pour encourager les consultants à s'inscrire – tant en ligne qu'hors ligne
- Utiliser des méthodes de multiplication et de références (par ex., utiliser la liste d'adresses des utilisateurs inscrits pour envoyer d'autres invitations, inscriptions automatiques par le biais de partenariats avec des mécanismes existants, tels que « LinkedIn »)
- Registres existants – pousser les participants actifs à se rendre sur le nouveau portail
- Faire en sorte que l'inscription soit très simple – mises à jour détaillées ultérieures possibles
- Fonds d'assistance technique – le rendre disponible en ligne pour subventionner les partenaires qui demandent une assistance technique mais ne peuvent se permettre de la payer
- Promouvoir comme une alternative à l'appel d'offres

Faire en sorte qu'il reste pertinent, utile et le premier cité, grâce à des :

- Réponses automatiques et indicateurs du nombre de personnes qui ont visité le site, mise à jour, etc.
- Mises à jour résumées sur les actions clés pour les clients et consultants
- Bulletins d'information sur commande, fondés sur les domaines d'intérêt
- Pour les clients – nouveaux consultants enregistrés dans leur domaine d'intérêt, notamment CV
- Pour les consultants – offres d'emploi, boîtes à outils, renforcement des capacités, etc.

Système de notation :

La **notation des consultants** sera volontaire – n'aura lieu que si le consultant accepte d'être noté. Elle ne sera possible que pour les clients qui ont utilisé des consultants et des activités d'assistance technique disponibles dans la base de données. Les notes extrêmes devront être justifiées par des commentaires détaillés, et les commentaires extrêmes passeront par un panel qui examinera s'ils sont justifiés (de prime abord). Les notes seront mises à la disposition uniquement des clients ayant utilisé le portail pour engager le consultant et les notes ne peuvent pas être communiquées au public – et ne seront pas affichées publiquement.

Le consultant aura également accès aux notes (mais par sur sa page – par courriel). Un processus d'appel et d'adjudication sera mis en place.

La **notation des clients** sera similaire à celle des consultants, mais les paramètres seront différents (par ex., clarté du mandat, appui fourni, paiement dans les délais, etc.). Un panel d'arbitrage composé de clients, d'universitaires et de consultants, sera mis en place et modifié s'il y a conflit d'intérêts.

Certification

La certification sera également volontaire pour les consultants et fondée sur des cours standard / activités de renforcement des capacités. Il y aura deux types de certification :

- . Ensemble de compétences spécifiques – par le biais d'une candidature, d'un test et d'une certification
- . Fondée sur des cours

Renforcement des capacités

Les clients et autres organismes peuvent offrir leurs cours en ligne, notamment des offres de cours hors ligne. Un panel approuve les cours qui peuvent être offerts (contenu, qualité). Les consultants qui prendront des cours par le biais du site web recevront un certificat qui sera ajouté en ligne à la page du consultant.

Gestion des connaissances

Cela constituera un élément clé de l'initiative. L'ONUSIDA collectera et procédera à l'inventaire de toutes les boîtes à outils des clients et consultants. Des crédits seront donnés aux clients et consultants qui ajoutent des outils – la recherche fera apparaître leurs résultats en premier. Des tuyaux et des astuces sur les missions, les voyages, etc. feront partie de cette section. Il y aura également une place pour les interactions parmi les consultants. La contribution à des blogs et l'aide à d'autres consultants font gagner des « bons points » permettant de faire avancer les résultats de la recherche.

Modèles de recettes :

Dans les grandes lignes, il existe deux possibilités :

Option 1 : modèle totalement gratuit, financé par les Nations Unies et les partenaires donateurs

Option 2 : modèle autosuffisant

Sous l'Option 2, les frais annuels fixes à la charge des clients, les frais liés à la certification à la charge des consultants, les annonces, les recettes générées par le renforcement des capacités (en ligne) représenteront des recettes. De nombreux autres travaux sont requis pour mieux appréhender les sources, les possibilités de recettes et les dépenses.

Retombées escomptées :

Les retombées escomptées de l'initiative sont les suivantes :

- Moins d'efforts de recherche

- Amélioration de la qualité des services
- Pourcentage plus élevé de bonnes personnes au bon endroit
- Plus grand choix de consultants grâce aux notes et aux certificats
- Meilleures opportunités pour les consultants, en particulier les nouveaux
- Meilleure transparence en matière d'emplois, de notations, de tarifs et de suivi
- Moins de doubles emplois
- Meilleur partage de l'information
- Contribution à la gestion des connaissances

Partenaires :

Cette initiative sera gérée par l'ONUSIDA sur un mode de partenariat avec les types de partenaires suivants :

Swasti – pour leur connaissance des marchés de l'assistance technique, des consultants, et de la gestion des connaissances. Ils ont élaboré des jeux d'outils considérables pour le marché des consultants, en particulier sur la base de leur organisation partenaire qui a fourni plusieurs milliers de jours d'assistance technique dans 15 pays sur une période de 14 ans.

Technologie – Les partenaires possibles comprennent notamment Google, Yahoo, Facebook et LinkedIn.

Clients potentiels – il s'agit de partenaires qui seront impliqués dans la conception et le lancement de l'initiative et comprendront le Fonds mondial, la Banque mondiale, le DFID, GTZ, le système des Nations Unies et les DAT. L'initiative ne sera pas limitée à ces partenaires mais une invitation ouverte sera envoyée à tous les autres acteurs (grands et petits), consultants, praticiens de programmes, grandes / petites entreprises, forums de consultants existants (ressources humaines, économistes).

Pour la notation / certification et l'arbitrage, des partenariats seront établis avec des clients et consultants sélectionnés (par le biais d'une sélection en ligne), institutions universitaires, organisations dotées de compétences en arbitrage.